

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
Cité administrative
BP1708
Cedex 09
65017 TARBES

TARBES, le 14/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCIETE DES CARRIERES DU LAVEDAN

LD LAYOUS
RN 21
65100 Viger

Références : 2023_0999_DP
Code AIOT : 0006801196

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/11/2023 dans l'établissement SOCIETE DES CARRIERES DU LAVEDAN implanté LD LAYOUS RN 21 65100 Viger. L'inspection a été annoncée le 09/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE DES CARRIERES DU LAVEDAN
- LD LAYOUS RN 21 65100 Viger
- Code AIOT : 0006801196
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société "Carrières du LAVEDAN" bénéficie de l'autorisation d'exploiter n°2002-120-02 du 30 avril 2002 modifié une carrière de calcaire et de dolomie sur le territoire de la commune de VIGER au lieu dit "Pied d'Alian".

La superficie autorisée est de 9ha 45a pour une superficie exploitable d'environ 4,2 ha. La production maximale est fixée à 149000 tonnes par an et l'autorisation est valable jusqu'au 30 avril

2035.

La carrière rachetée en 2021 par le groupe EUROVIA a fait l'objet d'une demande de modification des conditions d'exploitation, du secteur Nord incluant une zone dite zone "gréseuse". L'accès à cette zone nécessite l'accès à une piste interne dont l'usage était conditionné à la levée de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2015292-0008 du 19 octobre 2015.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites données à la dernière inspection,
- Gestion des eaux,
- Prévention des pollutions,
- Suivi géotechnique,
- Tir de mine.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Suivi géotechnique	Arrêté Préfectoral du 24/03/2014, article 19.4.3	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suites données à la dernière inspection	AP de Mise en Demeure du 19/10/2015, article 3	Sans objet
2	Gestion des eaux	Arrêté Préfectoral du 24/03/2014, article 28.2	Sans objet
3	Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 24/03/2014, article 28.1	Sans objet
5	Tir de mines	Arrêté Préfectoral du 24/03/2014, article 28.8.6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les suites à donner à la mise en demeure ont été finalisées par la mise en place d'un fossé de récupération des eaux le long de la piste nord. Le suivi géotechnique de la carrière est fait et un point à traiter a été signalé. Ce dernier a fait l'objet d'un traitement qui s'est avéré non pérenne. Ce point est donc à retravailler.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suites données à la dernière inspection

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 19/10/2015, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux météoriques
Prescription contrôlée : La société des carrières du Lavedan est mise en demeure , sous délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les dispositions des articles [...] 19.4.2.8. 19.4.2.8 Dispositions particulières relatives à la piste centrale La création et l'utilisation de cette piste et l'utilisation de cette piste respectent les dispositions de l'arrêté préfectoral n°2012207-002 du 25 juillet 2012. En particulier, la circulation sur la piste est effectuée sur la seule piste en déblais. Un fossé permettant la gestion de eaux de ruissellement est aménagé en pied de talus.
Constats : Un fossé de collecte des eaux météoriques a été créé sur la totalité de la piste nord de la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Gestion des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/03/2014, article 28.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux superficielles
Prescription contrôlée : [...] 28.2.3 - Recyclage Les eaux de ruissellement sont collectées afin d'être réutilisées pour les besoins de la carrière : abattage de poussières, lavage des engins sur l'aire étanche... Les aménagements permettant le recyclage intégral des eaux sont en service sous un délai de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté. En cas de mise en place d'un laveur de roues, le système de gestion des eaux doit fonctionner en circuit fermé (hors appoints en eau). [...] 28.2.5 - Qualité des rejets aqueux : Ces effluents doivent, avant rejet, respecter les critères suivants : <ul style="list-style-type: none">• le pH est compris entre 5,5 et 8,5• la température est inférieure à 30° C• conductivité• les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l• la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) à une concentration inférieure à 125 mg/l• les hydrocarbures totaux ont une concentration inférieure à 10 mg/l. [...] 28.2.6 - Entretien : L'exploitant établit une procédure d'entretien des ouvrages de traitement des eaux avant rejet. Les dispositifs de traitement sont correctement entretenus. Ils sont vidangés et curés régulièrement à une fréquence permettant d'assurer leur bon fonctionnement. En tout état de cause, le report de ces opérations de vidange et de curage ne pourra pas excéder deux ans (hors système d'assainissement non collectif dont la fréquence d'entretien est fixée en relation avec le SPANC territorialement compétent). 28.2.7 - Contrôles : L'inspection des installations classées peut demander à l'exploitant de procéder à des contrôles aux points de rejets. Les paramètres de contrôle sont définis ci-dessus. En complément de ce qui précède, l'exploitant contrôle annuellement la qualité des eaux en sortie de tous les points de rejet pérennes. Ces contrôles sont effectués avant le nettoyage des systèmes de traitement des effluents. La conformité du système d'assainissement non collectif doit faire l'objet d'un contrôle régulier

par le SPANC territorialement compétent. La fréquence est établie par ce service.
Constats : L'eau utilisée sur la carrière provient de la récupération des eaux de pluie et un pompage dans le cours d'eau adjacent à la carrière. La quantité pompée depuis le début de l'année 2023 est de 60 m3 alors que l'arrêté prévoit un maximum de 50 m3/j. Le dernier contrôle de la qualité des eaux a été effectué sur le bassin de collecte, en l'absence de rejet dans l'environnement. Il n'a pas mis en évidence de dépassement sur les valeurs des paramètres faisant l'objet d'un encadrement. La dernière vidange de la fosse septique date de 2022. Il n'y a pas de dispositif de mesure des débits sur la conduite d'évacuation des eaux : le plancher de la carrière est faillé et, depuis le changement d'exploitant, la fosse de collecte n'a jamais atteint la côte permettant une évacuation au milieu extérieur.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/03/2014, article 28.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions des eaux
Prescription contrôlée : 28.1.1 - Entretien et ravitaillement : L'entretien des engins de chantier est interdit sur les zones d'exploitation (carreau, pistes). Le ravitaillement des engins de chantier est réalisé sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Le ravitaillement des engins à progression lente est effectué en bord à bord sur une aire étanche mobile. Pour ces opérations, l'exploitant doit disposer à proximité immédiate de produits absorbants en quantité suffisante. Une procédure écrite fixe les modalités d'exécution de ces opérations. Les vidanges des engins de chantier et des véhicules ne sont pas effectuées sur les zones d'exploitation (carreau, pistes), mais uniquement au niveau de l'aire étanche ou dans des lieux extérieurs au périmètre autorisé (garages, ateliers spécialisés, etc.) disposant des installations adaptées et autorisées à cet effet. En cas de panne d'un véhicule ou engin de chantier, celui-ci est acheminé hors de la zone d'exploitation dans les lieux adaptés précités. Si pour des raisons de sécurité et/ou techniques son acheminement n'est pas possible et qu'il s'avère nécessaire de recourir à un dépannage in situ, toutes les dispositions sont prises, tant en attente de ce dépannage qu'au cours de celui-ci, pour éviter la fuite et la dispersion de produits polluants. Le dépannage doit être effectué dans les meilleurs délais compatibles avec la sécurité des personnes intervenant sur le site. [...] 28.1.3 - Équipements spécifiques : Tous les engins sont équipés d'un kit anti-pollution. Les zones de ravitaillement sont équipées de kits antipollution adaptés au risque. Un dispositif permettant l'obturation du réseau d'évacuation des eaux pluviales polluées est implanté de sorte à maintenir sur le site les eaux en cas de dysfonctionnement de l'installation de traitement. Le bon fonctionnement de ce dispositif est contrôlé au moins tous les deux ans. 28.1.4 - Dispositifs de traitement des eaux : Les décanteurs-déshuileurs sont aménagés de manière à ne pouvoir être vidangés accidentellement lors de fortes précipitations. En outre, ces dispositifs sont équipés d'un filtre coalesceur. L'exploitant élabore une procédure d'entretien de ces dispositifs. Leur suivi fait l'objet d'un enregistrement.
Constats : Une aire de ravitaillement bétonnée et équipée d'un séparateur d'hydrocarbures est présente, elle est utilisée pour les engins équipés de pneumatiques. Pour les chenillards, le plein se fait en "bord à bord" en utilisant un dispositif de récupération des égouttures posé sur le sol, l'aménagement d'une zone dédiée étant trop complexe compte tenu

de la nature évolutive du chantier.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Suivi géotechnique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/03/2014, article 19.4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi du massif
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Moyens du suivi :</p> <p>Pour assurer le suivi du massif, outre les dispositions énoncées dans les articles du présent arrêté, l'exploitant met en place des moyens permettant de suivre les mouvements des masses en place à proximité du glissoir de 2007 (sur la base des dispositions prévues par la note de MERIDION n°103131206-R du 06 décembre 2013). Les dispositifs doivent permettre un suivi régulier sans nécessiter de déplacement de personnes sur zone. Un système d'alerte doit tenir informé en temps réel les principaux acteurs. L'ensemble des résultats de ce suivi doivent faire l'objet d'un enregistrement.</p> <p>En complément, l'exploitant doit créer un accès sécurisé jusqu'aux dispositifs de suivi afin d'en assurer la maintenance : en particulier cet accès ne doit pas être localisé à l'aplomb de zones présentant des risques de chutes de blocs (l'avis de spécialistes doit être recueilli sur ce point).</p> <p>[...]</p> <p>Contrôles</p> <p>Pendant toute la durée de l'autorisation, l'exploitant doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • assurer le suivi du massif au moyen des aménagements fixés ci-dessus, • procéder aux purges régulières des fronts et des banquettes de l'ensemble de la carrière, y compris des secteurs sud, • faire réaliser tous les contrôles par les spécialistes cités dans le présent arrêté, • adresser au Préfet des Hautes-Pyrénées, trois mois après le fin de l'année considérée, un bilan annuel de ce suivi accompagné des éléments complémentaires suivants : <ul style="list-style-type: none"> ◦ un lever topographique (en 2 et 3 dimensions) de l'ensemble du périmètre permettant de visualiser : la localisation des actions de purge, la localisation des tirs de mines, les niveaux dont l'exploitation est terminée et les zones remises en état, ◦ bilan géométrique annuel. <p>Mise à jour des données</p> <p>Tous les 5 ans, l'exploitant adresse au Préfet des Hautes-Pyrénées, une note de synthèse basée sur l'étude géologique et structurale de détail ainsi que sur les éléments recueillis au cours de la période considérée. En fonction, des propositions de modification de la méthode d'exploitation sont formulées. Au besoin, des études complémentaires, voire une mise à jour complètes des actuelles études peuvent être demandées par le Préfet des Hautes-Pyrénées.</p> <p>Constats :</p> <p>Le suivi géotechnique est réalisé en début d'année calendaire.</p> <p>Lors de son dernier contrôle, le bureau d'étude a signalé la présence d'une fissure sur la piste nord, au niveau d'un virage. Il a recommandé de protéger cette fissure des apports d'eau de pluie, pour éviter une mise en charge.</p> <p>L'exploitant a modifié le sens de la pente sur une partie en amont de la fissure afin d'évacuer les eaux météoriques provenant de la partie supérieure de la piste. Il a également protégé le talus de protection anti-dérive et la fissure par une bâche "agricole". Cette dernière a été détériorée (déchirures) lors des derniers épisodes venteux. La bâche doit être remplacée ou un dispositif plus pérenne doit être mis en place.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 5 : Tir de mines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/03/2014, article 28.8.6
Thème(s) : Risques chroniques, Tir de mines
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p>

Pour les constructions avoisinantes (du périmètre autorisé), la vitesse particulaire pondérée maximale est fixée à 5 mm/s. [...]
De la même manière, la valeur limite de pression acoustique en crête est fixée à 125 dBF pour au moins 90 % des tirs. [...]

Constats :

L'exploitant effectue 3 tirs de mine par an. Ces tirs font l'objet d'un enregistrement des paramètres. Les voisins de la carrière sont prévenus et la voirie bordant le site est fermée au moment du tir.

Le dernier effectué a fait l'objet d'une mesure au niveau du voisin immédiat (angle nord de la carrière).

La vitesse particulaire mesurée était de 3,2 mm/s. La pression acoustique était inférieure à 125 dBF.

Type de suites proposées : Sans suite